



Photo: Jacques Boissinot/Presse canadienne

En l'espace de 48 heures, les trois derniers premiers ministres péquistes sont sortis, dans divers médias, pour prendre leurs distances du projet de Charte des valeurs du gouvernement actuel. Et ils ont tous proposé la même sortie de crise: remplacer l'interdiction de signes religieux dans toute la fonction publique et parapublique — le seul point réellement controversé de cette Charte — par une interdiction ciblant les employés de l'État en position d'autorité, et en

particulier ceux exerçant le monopole étatique sur la coercition (policiers, juges, gardiens de prison). C'est ce que proposait le [rapport Bouchard-Taylor](#) .

[Jacques Parizeau](#) dans le *Journal de Montréal*, [Lucien Bouchard](#) dans *La Presse*, et [Bernard Landry](#)

à Radio-Canada. J'ignore si l'action était concertée, mais on n'aurait pas pu imaginer plus grand coup médiatique: les trois ex-PM, dans trois grands médias, en l'espace de deux jours.

Certains ont noté qu'il ne manquait que Pierre-Marc Johnson pour compléter le tableau. Et il vrai qu'il serait intéressant de l'entendre, même si un [texte récent](#) , publié dans le contexte de l'élection municipale à Montréal, suggère fortement qu'il se rangerait, lui aussi, derrière les dissidences de MM. Parizeau, Bouchard et (maintenant) Landry.

Ces interventions remarquables [n'apportent pas de nouveaux arguments substantiels dans le débat en cours](#) . D'un côté comme de l'autre, les plaidoiries sont terminées depuis déjà plusieurs jours. Il faut croire que, dans le tumulte des dernières semaines, les trois ex-PM se sont rendus, en tout ou en partie, aux arguments des opposants à la Charte: la nécessité de cette mesure n'a pas été démontrée; elle procède d'une conception erronée de la laïcité des institutions publiques; elle rendrait l'État moins neutre, elle isolerait le Québec sur la scène internationale; elle enverrait le signal que seul le gouvernement fédéral protège les minorités culturelles; elle catégorise et ostracise injustement un groupe de citoyens; elle est certainement inconstitutionnelle; elle n'a [aucun lien rationnel avec la montée de l'islamisme](#) , etc.

Plutôt que des idées neuves, ces trois hommes ont investi leur autorité morale dans le débat en cours: la perspective de politiciens proches du Parti québécois, dont la loyauté envers le Québec est inattaquable, mais dont les préoccupations dépassent la prochaine élection.

Contrairement à d'autres, MM. Parizeau, Bouchard et Landry ne cherchent pas à se faire réélire. Ils figurent déjà dans les livres d'histoire. Outre le retour de la paix sociale, leurs interventions visent sans doute à s'assurer que le parti qu'ils ont dirigé — et, par association, leur héritage personnel — ne soient pas ternis par une manoeuvre politique qui déconsidérerait durablement le Parti québécois aux yeux de l'Histoire. Ils veulent présumément pouvoir continuer à garder la tête haute quand ils parleront du parti dont ils ont été chef.

Les hommes d'État du Parti québécois

Écrit par Jérôme Lussier

Vendredi, 04 Octobre 2013 21:49 -

L'adage veut qu'un politicien pense à la prochaine élection et l'homme d'État à la prochaine génération. Alors que les [rumeurs d'élection se précisent](#) tous les jours davantage, MM. Parizeau, Bouchard et Landry ont visiblement choisi d'agir en hommes d'État. Espérons que d'autres les imiteront.

Cet article [Les hommes d'État du Parti québécois](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Les hommes d'État du Parti québécois](#)